

# Iran : messianisme confessionnel ou nationalisme impérial ?

**Author :** Cyrille Bret & Rémi Drouin

**Categories :** [Monde](#)

**Date :** 9 juillet 2015

Officiellement, le mercredi 7 juillet 2015 devait marquer la fin des négociations entre l'Iran et les puissances réunies au sein du P5+1 (Etats-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni, France et Allemagne). En réalité, comme plusieurs observateurs l'avaient prévu, ces négociations sont étendues dans le temps afin de régler des blocages dont le nombre varie selon les sources : trois selon le chef de la diplomatie française ou 9 selon le ministre russe des affaires étrangères. Quel que soit leur nombre, ces impasses de négociation ressortissent toutes au projet géopolitique iranien de réaffirmer sa souveraineté, son influence et son activité sur la scène mondiale. Toutefois, les causes profondes de l'activisme iranien peuvent laisser perplexe : traitant presque d'égal à égal avec les plus grandes puissances, l'Iran répond-il ainsi à la vocation messianique de la République islamique fondée par l'ayatollah Khomeiny en 1979 ? Ou bien renoue-t-il avec l'expansionnisme millénaire des intérêts perses ? La question est d'importance pour les diplomates. Elle est également matière à analyse pour les philosophes.

## **Du défi géopolitique au débat philosophique, et retour**

Tous l'annoncent, plusieurs le constatent : l'Iran est de retour. Après plusieurs décennies en marge de la communauté internationale, la République islamique d'Iran entrevoit désormais la possibilité de sortir des sanctions adoptées par les Etats-Unis en réaction à la révolution islamique de 1979, étendues en 1995 aux transactions de tiers avec le pays, de la série de sanctions prises par le Conseil de sécurité des Nations-Unies (CSNU) de 2006 à 2012 ainsi que des sanctions prises par l'Union européenne durant la dernière décennie pour la contraindre à se mettre en conformité avec le Traité de non-prolifération (TNP). Le déroulement laborieux des négociations à Vienne ces jours derniers ne doit pas occulter le mouvement historique actuellement à l'œuvre : la puissance iranienne émerge de nouveau.

Longtemps Etat paria sur la défensive, l'Iran reprend aujourd'hui l'initiative. Il déploie une action internationale active dans le Grand Moyen-Orient. L'influence en Irak depuis l'intervention américaine de 2003, l'élection de H. Rohani le 13 juin 2013, l'engagement contre Daech' depuis l'été 2014, la présence au Yémen en soutien aux *houtis* (arabes chiites) et les négociations avec Occidentaux sur les programmes nucléaires avec la conclusion d'un accord préliminaire le 2 avril 2015 : tous ces éléments concourent à réaffirmer le statut de l'Iran comme puissance régionale mais aussi mondiale.

Cette ascension en forme de revanche constitue un défi considérable pour les puissances régionales concurrentes, Israël au premier chef mais également les puissances sunnites qui s'inquiètent de ce retour : l'Arabie saoudite, le Qatar et les Emirats Arabes Unis (EAU). Il n'est désormais plus d'analyse de l'Iran qui ne souligne son engagement dans une nouvelle guerre de religion entre le sunnisme et le chiisme. La *fitna* (ou guerre entre les croyants) gagnerait en importance face au *jihad* ou guerre contre l'incroyance et divise l'*oumma* ou communauté des croyants. En un mot, dans le Golfe, le 21<sup>ème</sup> siècle sera celui d'une guerre de religion interne à l'Islam entre imams wahhabites saoudiens et ayatollahs iraniens.

Les controverses philosophiques sur la puissance politique des religions et leur composition avec les intérêts séculiers sont à convoquer dans ce dossier géopolitique. Les différences religieuses sont-elles, comme le suggère Spinoza dans la préface du *Traité théologico-politique* et Karl Marx dans *L'idéologie allemande*, des prétextes de luttes séculières pour le pouvoir ? Ou faut-il prendre au sérieux, comme John Locke dans *Lettre sur la tolérance* et Régis Debray dans *Le feu sacré* les frontières confessionnelles comme des sources de division, de tension et de conflits entre religions ?

La controverse divise aussi les penseurs des relations internationales : si Huntington et Keplel soulignent les sources culturelles et confessionnelles des conflits, Kissinger et Védrine mettent en évidence les facteurs classiques et séculiers de ces tensions. La ligne de désaccord passe aussi entre culturalisme et réalisme. Un débat philosophique pour une question géopolitique, en somme, comme en analyse régulièrement iPhilo.

### **L'Islam écartelé par le choc des civilisations ?**

Dans son maître ouvrage, *Le choc des civilisations*, Huntington avait bien pointé la distinction entre chiisme et sunnisme. Il ne les érige pas en civilisations distinctes car l'Iran et les pays sunnites appartiennent à la même aire civilisationnelle : la civilisation musulmane qui couvre un espace géopolitique de la Mauritanie à l'Indonésie. Les cultures perses et arabes sont distinguées comme des sous-groupes ou « sous-civilisations » de l'Islam. Le choc des civilisations est un choc des cultures ou des sous-civilisations dont les origines sont tout à la fois théologiques, dynastiques, confessionnelles, linguistiques et morales.

Dans cette optique, la guerre civile irakienne latente depuis les années 1990 est une reviviscence, après l'époque séculariste du parti Baas, de la fracture fondamentale du bassin mésopotamien : la revanche des chiites arabes majoritaires contre les sunnites arabes minoritaires et contre les sunnites kurdes au nord. Le fonctionnement du régime du président Al-Maliki a été fortement décrié, y compris par ses alliés Américains, comme discriminatoire contre le sunnites. La réélection d'Al-Maliki, en avril 2014, est due en large partie au vote communautaire massif des chiites. Le conflit culturel et confessionnel en Irak semble devoir durer, alimenté par l'Iran.

La guerre civile syrienne met elle aussi aux prises, d'un côté, des radicaux sunnites et, de l'autre,

un pouvoir de dissidents religieux, les alaouites, alliés aux minorités chrétiennes. L'alliance entre le président Al Assad et les autorités iraniennes rejoue, sur la scène syrienne, l'affrontement régional entre sunnites et chiites. Si le président syrien est prudent lors de ses entretiens avec les médias internationaux (il préfère parler de terroristes sans spécifier d'avantage), il utilise volontiers la fracture confessionnelle entre sunnites et non sunnites pour s'attirer le soutien de populations effrayées par le sunnisme de Daech.

L'émergence de Daech elle-même, entre Irak et Syrie, s'explique par des facteurs confessionnels et culturels. Le groupe terroriste devenu une organisation para-étatique est apparu suite à un programme de dé-baasification qui a plongé une partie des anciens fonctionnaires irakiens (sunnites) dans une pauvreté et une régression sociale importante et a contribué à la montée de la haine confessionnelle et la radicalisation de certaines tribus et individus contre un régime irakien majoritairement chiite.

L'évolution de la posture stratégique de l'Arabie saoudite est elle aussi due à la résurgence des puissances chiites et de leur stratégie d'alliance avec les Etats-Unis. Longtemps hégémoniques grâce au prestige de gardiens des lieux saints de l'Islam, les wahhabites, sunnites réactionnaires, sont aujourd'hui en rivalité à l'extérieur et contestés à l'intérieur. En effet, les récents heurts en Arabie Saoudite entre le pouvoir et les minorités chiites du nord est et du sud indiquent une exaspération croissante des populations non-wahhabites dans la péninsule Arabique.

Le Yémen, Etat failli depuis plusieurs années, est aujourd'hui transformé en champ de bataille idéologique chaotique, opposant tribus, pro-anti Saleh, groupes confessionnels et intérêts politiques régionaux, au sein d'une zone économiquement stratégique (contrôle des détroits d'Aden et donc de la mer rouge). Si le confessionnalisme local est avéré, l'accapuration par les puissances régionales (Arabie Saoudite et Iran) du conflit est tout aussi visible, menant nombre d'observateurs à rapidement déclarer le Yémen comme étant le théâtre d'opération d'une guerre froide (ayant tendance à se réchauffer) à l'intérieur de l'Islam.

Enfin, les menaces terroristes en Occident même seraient redoublées par les conflits armés entre chiites et sunnites. Les attentats en Europe ne seraient que l'extension du domaine de la lutte religieuse opposant les sunnites radicalisés aux anti-sunnites.

### **Les limites de l'herméneutique confessionnelle du retour de l'Iran**

Si cette lecture du Moyen-Orient comme enjeu d'une guerre religieuse interne à l'*oumma* est stimulante, elle présente néanmoins plusieurs difficultés.

Elle nourrit une forme de fatalisme décrié pour son fixisme par bon nombre d'hommes politiques et d'intellectuels arabes, notamment Moncef Marzouki en Tunisie. Pour eux, cette supposée *fitna* excuse les pires comportements autoritaires en refusant d'accorder à « l'homme oriental » la capacité de vivre paisiblement dans une société multiconfessionnelle.

En outre, comme le remarque Régis Debray dans *Eloge des frontières*, les divisions entre confessions courent le risque de l'émiettement. Elles sont potentiellement infinies. Pourquoi s'arrêter à la division très générale entre sunnites et chiites ? L'Islam est travaillé par bien d'autres séparations. Les clivages entre soufis et non-soufis, ou encore entre malikites, hanafis et hanbalis divisent plusieurs pays et régions : l'Irak est ainsi à la fois Hanafi et Shafi'i, alors que l'Egypte compte en plus le Malikisme. De la même manière, au sein du chiisme, duodécimains et zaydites n'ont pas coexisté sans conflits. Somme toute, chiisme et sunnisme doivent s'écrire au pluriel. La guerre de religion entre ces deux tendances recouvre de multiples conflits internes. Une lecture culturaliste du retour de l'Iran minore les mouvements intra- et intercommunautaires.

Une lecture plus fine des sociétés moyen-orientales est nécessaire en raison de la porosité entre chiisme et sunnisme. Les Kurdes sont sunnites. Mais ils sont alliés des chiites iraniens et syriens contre des sunnites irakiens et les « combattants étrangers » de Daech. Ils sont issus de plusieurs Etats (Irak, Turquie, Iran) et changent d'alliance souvent.

La société iranienne elle-même est multiculturelle. Elle ne peut être réduite au chiisme. Elle est composée d'une multitude de groupes ethniques et religieux – Balouchis, Arabes du Khuzistan, Kurdes, Azeris entre autres - pour qui tout autre discours que celui du nationalisme sonne creux.

L'analyse de la doctrine officielle de la République Islamique d'Iran, la wilayat-e-faqih (la gouvernance des clercs) est la meilleure preuve de la pertinence d'une lecture politique du Moyen Orient. En effet, cette doctrine ne proclame nullement la supériorité du chiisme sur les autres religions présentes en Iran. L'axe central de cette réflexion repose sur le rôle que toute autorité religieuse doit avoir dans la sphère publique. Loin de consacrer une théocratie chiite unitaire, la wilayat-e-faqih est très discutée. La restriction de cette autorité morale aux seuls clercs chiites est contestée. La doctrine officielle de la République Islamique prend garde de ne pas différencier entre sunnisme et chiisme par peur d'attiser les réticences communautaires. Certains ayatollahs, notamment les plus hauts placés (Ayatollah Ali Sayid Ali Hussaini al-Sistani) vont même plus loin en affirmant que « toute autorité de jurisprudence religieuse a une certaine légitimité dans les affaires non-litigieuses ». Il serait donc simpliste d'assimiler l'Iran à une théocratie chiite – les courants nationalistes et républicains sont tout aussi forts.

Les Iraniens eux-mêmes ne sont pas sans réserve concernant l'idée d'un renouveau de l'Iran par une « croisade chiite ».

### **Des doctrines aux intérêts : le poids de la géopolitique en Iran**

La République islamique d'Iran brandit régulièrement un agenda religieux, confessionnel et clérical. Mais elle endosse aussi les objectifs séculiers d'un Etat aux ambitions régionales. Pour saisir les dynamiques à l'œuvre au Moyen-Orient, il convient si ce n'est d'abandonner une philosophie des relations internationales basée sur l'idée de culture à une théorie des relations internationales qui fait sa place à l'intérêt national.

Le programme nucléaire iranien est souvent nimbé, dans les médias, de l'auréole de la « bombe islamique ». Toutefois, il s'agit d'un attribut de puissance géopolitique et d'un instrument de pression poursuivi par les dirigeants iraniens depuis le Shah et indépendamment des orientations religieuses des présidents iraniens successifs. Disposer l'arme atomique ou bien s'établir comme un Etat du seuil permettrait à l'Iran de sortir de son statut de paria par le haut : en montrant à Israël, à l'Arabie Saoudite et aux monarchies du Golfe qu'il faut compter l'Iran comme l'arbitre militaire de la région. Loin d'être la bombe islamique ou chiite, la bombe iranienne (ou la menace de la bombe) est un instrument de rattrapage géopolitique : face aux alliés historiques des Etats-Unis dans la région (Israël et Arabie Saoudite) et face aux nouvelles puissances du Golfe (EAU et Qatar), l'Iran nucléarisé se propulserait enfin sur le devant de la scène régionale.

Les négociations actuellement en cours – gel du programme nucléaire en échange d'un retrait des sanctions – visent essentiellement à arbitrer entre intérêts stratégiques et intérêts économiques. Téhéran essaie de trouver l'équilibre entre objectif militaire (disposer d'une force de dissuasion nucléaire) et but économique (se réintégrer dans les flux internationaux). La logique des intérêts joue ici à plein : les négociateurs iraniens tentent même de monnayer la potentielle force de nuisance d'un Iran nucléaire contre les investissements dont a besoin l'Iran puissance économique. En actionnant leur force de nuisance depuis plus d'une décennie, là encore, les Iraniens visent moins à servir la cause chiite qu'à réaliser le rattrapage économique de leur pays sur les marchés énergétique.

Au Yémen, la solidarité chiite joue entre Téhéran et les *houtis*. Mais les rivalités locales internes au Yémen sont bien plus puissantes. Et la volonté iranienne de prendre en étau l'Arabie Saoudite par le sud est, somme toute, bien plus importante que la défense de Ali.

Le dialogue avec les Etats-Unis est sans doute l'aspect le plus sécularisé de l'action extérieure iranienne. En négociant avec une seconde présidence Obama menacée du statut de *lame duck*, les Iraniens cherchent à forcer un reversement d'alliance historique comparable uniquement au tournant des années 1970 entre l'Amérique de Nixon et la Chine de Mao. Loin de servir le chiisme, l'Iran cherche tout simplement à revenir au *statu ante quo* de 1979 où le pays était le plus proche allié des Etats-Unis.

### **Les Européens face à l'Iran : un défi plus politique que confessionnel**

Face au retour de l'Iran, les Européens sont aujourd'hui sidérés par la rivalité entre chiisme et sunnisme. Intensément culturalistes, ils trouvent dans ce affrontement séculaire aux racines doctrinales complexes, une clé d'explication de conflits qui les concernent mais les dépassent. Dans la République islamique d'Iran, ils contemplant leur Autre : une puissance pauvre mais fanatisée, un régime théocratique mais moderniste, une puissance marginalisée mais ambitieuse.

L'approche culturaliste du dossier iranien n'ouvre pas aux Européens pas de grandes marges d'action. Résolument huntingtoniens, ils se condamnent à être des acteurs secondaires de la

région. Car, face à la guerre de religion du Moyen-Orient, le seul moyen d'intervention serait de prendre fait et cause pour un des deux camps. N'a-t-on pas relevé à plusieurs reprises que la France avait résolument choisi l'alliance avec les puissances sunnites (même rivales entre elles) et la fermeté à l'égard de l'Iran ? *A contrario* les Etats-Unis seraient désormais pro-chiïtes à force d'être anti-sunnite, à l'école de l'Irak et de ses conflits civils.

Pour agir au Moyen-Orient et pour contrôler l'essor de l'Iran, les Européens feraient bien de garder la tête froide du *Realpolitiker*. Cela leur permettrait de traiter avec l'Iran comme avec un pays ayant d'immenses besoins concrets : investissements, importations de technologie, commerce international.

Dans le cas de l'Iran, la lecture culturaliste est attrayante. Mais elle limite considérablement l'action. En revanche, la *Realpolitik* est tout à la fois la plus prometteuse et la plus exacte des grilles de lecture. Plutôt qu'un Huntington, le retour de l'Iran exige un Kissinger. Les Européens ont tout à gagner à considérer les autorités iraniennes moins comme des ayatollahs que comme des hommes d'Etat.